



Communiqué de Presse

Fédération nationale Sud Santé-Sociaux

Le travail social en question?

A l'initiative des fédérations Sud Collectivités Territoriales et Sud Santé Sociaux, des travailleurs sociaux se sont retrouvés à Bordeaux pour 2 jours de débat sur le thème " Quel travail social dans la société libérale"

L'objectif de ces journées était de débattre sur les contradictions entre contraintes budgétaires, institutionnelles de contrôle social, de rentabilité, de marchandisation et l'éthique professionnelle, l'engagement syndical.

Au delà de la contestation de différents dispositifs et réglementation liberticides l'objectif est de construire des propositions alternatives basées sur le respect des personnes et leur accès aux droits fondamentaux, logement, santé, emploi, éducation, culture....

Le refus de la casse des statuts et des conventions a été réaffirmé avec l'organisation de mobilisations notamment sur la convention collective de 66.

Les prises de parole des salariés de différents secteurs médico-social, social, psychiatrique, collectivités territoriales et éducation nationale ont montré la similitude des attaques et la nécessité d'une réponse globale.

Le principe de la résistance à l'organisation liberticide du contrôle social a été largement débattu (fichage, informatisation sans contrôle, gestion policière...). Les travailleurs sociaux n'ont plus d'autonomie pour adapter les réponses aux situations. Cette restriction va de pair avec la suppression des libertés pour les populations concernées.

L'actualité a malheureusement illustré nos analyses.

Pour les fédérations Sud Santé Sociaux et Sud Collectivités Territoriales ces émeutes, qui depuis plus d'une semaine gagnent de nombreuses villes révèlent autant l'état de délabrement social de certains quartiers, qu'elles signent l'échec du renforcement répressif continu comme seules réponses aux problèmes sociaux.

Dans ce sens, les deux fédérations estiment que les forces du mouvement social, les organisations syndicales, associatives doivent agir ensemble et lancer un appel pour que s'engage une riposte mettant au coeur de sa démarche l'accès effectif aux droits fondamentaux sans lesquels les discours sur la République et la cohésion sociale resteront vides de sens.

Fait à Paris le 6 novembre 2005

La secrétaire fédérale
Sud Collectivités Territoriales
M Françoise Vabre
06 82 85 85 35

La Secrétaire générale
Sud santé sociaux
Fabienne Binot Allaire
06 83 20 48 07

Sud Santé-Sociaux
2 rue Henri Chevreau
75020 Paris
Téléphone :
01 40 33 85 00
Télécopie :
01 43 49 28 67
E-mail :
sud.crc@wanadoo.fr
Internet :
www.sud-sante.org